

Le monde des affaires se pose des questions quant à la
gouvernance de la RDC

1. Des questions sans réponse

Le rapport de Koffi Annan « Equité et Industries Extractives en Afrique. Le Rapport 2013 sur les progrès en Afrique » souligne (page 101) la vente, ces dernières années, de concessions minières par la Gécamines à des sociétés offshore et de grandes sociétés transnationales. Ces accords tenus secrets pour le grand public ont engendrés de grandes fortunes accumulées aux frais de la population de la RDC et terni, une nouvelle fois, l'industrie minière internationale et ont détourné la transparence du code minier. Entre 2010 et 2012, la RDC a cédé des participations à des sociétés offshore dans au moins sept prêt de projets miniers. Cinq accords sont résumés ci-dessous :

Contrats de concession et actifs négociés	Prix payé à l'Etat/ Gécamines	Prix payé par l'acheteur final ou valeur commerciale estimée	Perte estimée pour la RDC ou les entreprises publiques
Vente de 70% de Kolwezi et de la Comide (mine de cuivre) par la Gécamines	USD62,5 millions	USD685,75 millions	USD622,25 millions
Vente de 50% de SMKK, appartenant à la Gécamines	USD15 millions	USD75 millions	USD60 millions
Vente de la totalité de Sodifor (Frontier et Lonshi) par Sodimico	USD60 millions	USD103 millions	USD43 millions
Vente des 25% résiduels de Kansuki, appartenant à la Gécamines	USD17 millions	USD133 millions	USD116 millions
Vente des 20% résiduels de Mutanda, appartenant à la Gécamines	USD120 millions	USD633,4 millions	USD513,6 millions
Total	USD275,5 millions	USD1.630 millions	USD1.365 millions

Ces participations auraient dû faire l'objet d'appels d'offre et l'Etat aurait engrangé plus d'un milliard de dollars américains.